



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 67

Loi concernant la ville de Schefferville

Présentation



Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre des Affaires municipales

Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour but de mettre un terme à l'existence juridique de la ville de Schefferville, à une date qui sera fixée par le gouvernement.

Il prévoit que le territoire de la ville fera alors partie de la municipalité régionale de comté de Caniapiscau. Il prévoit en outre que les droits et obligations pouvant résulter de l'administration de la ville pendant son existence seront assumés par le ministre des Affaires municipales, par l'entremise de la Commission municipale du Québec.

Projet de loi 67

Loi concernant la ville de Schefferville

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La ville de Schefferville cesse d'exister à compter de la date déterminée par le gouvernement.

2. Le territoire de la ville de Schefferville devient, à compter de la date déterminée en vertu de l'article 1, un territoire non érigé en municipalité locale et fait partie de la municipalité régionale de comté de Caniapiscau. L'article 36 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à ce territoire ainsi qu'à ses habitants et contribuables.

Les documents de la ville sont déposés, à compter de la même date, au bureau de la municipalité régionale de comté.

3. Le ministre des Affaires municipales assume, à compter de la date où la ville cesse d'exister, les obligations de celle-ci à l'égard de ses créanciers et ses droits à l'égard de ses débiteurs. La Commission municipale du Québec exerce les pouvoirs dévolus au ministre par le présent article et devient partie à toute instance, sans reprise d'instance, aux lieu et place de la ville de Schefferville.

4. Le ministre des Affaires municipales est autorisé à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous les immeubles situés sur le territoire de la ville de Schefferville.

5. Malgré le sous-paragraphe 2.1° du paragraphe 1 de l'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) et malgré la Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4), la ville de Schefferville est autorisée à céder tous ses biens meubles et immeubles au ministre autrement qu'à titre onéreux.

6. Le ministre des Affaires municipales devient propriétaire des biens appartenant encore à la ville à la date déterminée en vertu de l'article 1.

7. Tout surplus accumulé de la ville de Schefferville, à la date où elle cesse d'exister, est versé au fonds consolidé du revenu.

8. Le chapitre 128 des lois de 1960-1961, le chapitre 115 des lois de 1966-1967 et le chapitre 50 des lois de 1980 sont abrogés.

[[**9.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises sur le fonds consolidé du revenu dans la mesure que détermine le gouvernement.]]

10. Le ministre des Affaires municipales est responsable de l'application de la présente loi.

11. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le gouvernement, sauf l'article 8 qui entre en vigueur à la date déterminée en vertu de l'article 1.